

« L'Homme inutile », ou les inégalités revisitées

LE MONDE ECONOMIE | 01.10.2015 à 06h53 • Mis à jour le 01.10.2015 à 11h32 | Par Claire Guélaud (/journaliste/claire-guelaud/)



Dans la favela de la Rocinha à Rio de Janeiro au Brésil en avril 2015. YASUYOSHI CHIBA / AFP

Qu'y a-t-il de commun entre un chômeur de longue durée espagnol, un jeune peu qualifié à la recherche d'un premier emploi en France, un travailleur pauvre britannique, un précaire allemand, un habitant des favelas de Rio ou des bidonvilles de Bombay, et un paysan sans terre de Madagascar ? Ils font tous partie des superflus, des inexploitable, des exclus, des hommes et des femmes inutiles aux autres et à eux-mêmes, car condamnés à survivre de l'assistance (publique ou familiale) et privés de moyens d'améliorer leur sort.

Dix-neuf ans après la publication de *L'Inégalité du monde* (Folio, 1996), un livre fondateur dans lequel il prédisait que la globalisation accélérerait le rattrapage des « *pays à bas salaires et à capacités technologiques* », réduirait les inégalités entre les pays, mais accroîtrait les inégalités internes de revenus et laminerait les classes moyennes des pays riches, Pierre-Noël Giraud, professeur d'économie à Mines-ParisTech et à Dauphine, revient dans *L'Homme inutile* (Odile Jacob, 402 pages, 23,90 euros) sur son sujet de prédilection. La figure des « *damnés de la terre* » a changé, explique-t-il. Les colonisés et les surexploités des XIX^e et XX^e siècles ont cédé la place, au XXI^e, aux hommes inutiles.

Une forme « particulièrement grave » d'inégalité

« *L'inutilité est une forme particulièrement grave et résistante d'inégalité parce qu'elle enferme dans des trappes d'où il est très difficile de sortir* », insiste l'économiste. Il montre, de manière saisissante, l'errance des conflits économiques sur le partage des revenus entre travail et capital du fait de la globalisation des firmes, qui mettent en compétition des « *emplois nomades* » dans le monde entier, par exemple ceux de trader, d'ingénieur aéronautique ou encore d'employé de centre d'appels.

Cette errance est dangereuse, « *car elle pave la voie à d'autres conflits, identitaires, religieux, ethniques, qui renforcent les verrous des trappes d'inutilité et qui, organisés désormais par des partis politiques, menacent la paix civile* », analyse Pierre-Noël Giraud.

On l'aura compris. Plutôt que de se doter de 17 objectifs de développement durable, l'Organisation des Nations unies aurait pu se fixer un seul objectif, à l'aune duquel on peut juger « *du bon usage de l'économie* » : éradiquer l'inutilité dans les trois types de territoire où elle se déploie, à savoir les « *territoires rattrapés* », comme ces vieux pays européens où la « *mondialisation* » est assimilée aux délocalisations et aux licenciements boursiers, les « *émergents* » et les pays « *stagnants* », où « *seuls les riches se globalisent, généralement après s'être approprié des rentes minières, pétrolières ou agricoles* ».

Des millions d'« inutiles »

L'inutilité, en effet, n'a rien de marginal. Massive, elle concerne les centaines de millions de paysans sans terre des pays stagnants et émergents, qui « *survivent aux marges de l'économie marchande* », sans pouvoir améliorer leur production et leur sort, des centaines de millions d'urbains aux portes du secteur informel, les centaines de milliers de jeunes sous-employés d'Europe, les 47 millions de chômeurs recensés dans les 34 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques... Et, bien sûr, les millions de migrants.

S'inspirant de la lecture faite par Fernand Braudel de la première vague de globalisations, avec la concentration des activités dans des « *villes-mondes* » connectées entre elles et entourées d'un *hinterland* (« *arrière-pays* ») très pauvre où dominent les échanges de proximité, l'économiste utilise son modèle nomades-sédentaires pour analyser les trois globalisations actuelles (celle des firmes, celle financière et celle numérique) et la mise en place de trappes ou nasses d'inutilité dans lesquelles « *on n'a accès ni à l'argent, ni à l'acquisition de connaissances, ni même aux rapports et réseaux sociaux qui permettraient, au prix d'un effort individuel exceptionnel, de s'en échapper* ».

La « grande question » politique du moment

Comment redonner à ces inutiles, que le sociologue Robert Castel appelait « *les surnuméraires* », ces « *libertés substantielles* » (selon l'économiste Amartya Sen) ou cette mobilité minimale qui permettent à chacun de disposer, toute sa vie, de la liberté de progresser en « *compétences* » et en « *utilité* » ? Telle est la grande question politique et de politique économique du moment, selon M. Giraud.

En France, réduire le nombre d'hommes inutiles est possible. En augmentant le nombre relatif d'emplois nomades, en misant sur la haute technologie et les industries-services high-tech (pôles de compétitivité...), mais aussi à condition d'accroître la préférence pour les biens-services sédentaires (BTP, services urbains, services à la personne de tous types...), sans laquelle il sera bien difficile de faire baisser le chômage.

Sur le plan strictement politique, l'économiste propose – nostalgie de mai 1968 ? – d'inventer une articulation entre des organisations de militants et des mouvements d'indignés chargés d'écrire des cahiers de doléances et de bâtir progressivement les éléments d'un programme. Une « *utopie réaliste* » que l'auteur convoque pour apaiser les tensions de guerre civile à l'œuvre dans tant de sociétés, dont la nôtre. Lui se dit « *raisonnablement optimiste* ». Ses lecteurs ne le seront pas nécessairement, une fois leur lecture achevée.